

Cette façon de voir les choses accentue les tensions raciales et économiques. Les pays en voie de développement avaient bien du mal à expliquer que, tout en appréciant à sa juste valeur l'aide financière et technique qu'on leur fournit, ils préféreraient davantage—et nous sympathisons avec eux à cet égard, j'en suis sûr—voir une amélioration des termes de l'échange à l'égard de l'exportation de leurs produits primaires et un accès plus facile aux débouchés principaux qui s'offrent à eux pour les objets fabriqués qu'ils sont capables de produire et dont le volume s'accroîtra probablement à l'avenir.

Le communiqué renferme également un certain nombre de propositions en vue d'une collaboration accrue dans le domaine économique et technique au sein du Commonwealth. On propose notamment l'élaboration d'un programme de projets de mise en valeur du Commonwealth. Il en existe déjà un certain nombre en vertu du plan de Colombo. Il y en a un, je crois, au Pakistan qui a été organisé et élaboré par trois gouvernements du Commonwealth. On a pensé qu'on pourrait peut-être étendre ce domaine, et le gouvernement britannique a fait une proposition dans ce sens.

On a également proposé d'aider les nouveaux pays en procurant une formation administrative à ceux qui seront chargés d'administrer leurs gouvernements à une époque où très peu d'indigènes possèdent cette expérience. On s'est rendu compte, du même coup, que cette initiative est mise en œuvre à l'heure actuelle par des gouvernements distincts du Commonwealth. Instituer une nouvelle et importante administration du Commonwealth à Londres, pourrait peut-être embrouiller les choses au lieu de remédier à la situation sous ce rapport.

Puis, on a proposé l'établissement d'une fondation du Commonwealth qui administrerait une caisse destinée à assurer des renseignements et des contacts sans cesse plus nombreux dans le domaine des diverses professions. On a aussi proposé d'accroître les ressources mises à la disposition de l'Association parlementaire du Commonwealth et de fournir à cet organisme l'occasion d'améliorer encore l'excellent travail qu'il a accompli dans le passé. Le Canada a proposé l'établissement de consultations et l'institution d'un programme d'aide aux pays en voie de développement dans le domaine des communications par satellites. On a accueilli cette proposition avec un vif intérêt et on l'étudiera.

A la fin, le communiqué mentionne une autre proposition qui a été, sous plusieurs aspects, la plus intéressante des propositions concrètes soumises à la conférence. Dès le début, il est devenu bien évident que les nouveaux pays membres du Commonwealth, les nouveaux États africains, désiraient vivement

l'établissement d'un organisme quelconque, d'un secrétariat du Commonwealth qui desservirait tous ses membres.

L'hon. M. Nowlan: Par les mânes de Mackenzie King!

Le très hon. M. Pearson: Mon honorable ami de Digby-Annapolis-Kings parle des mânes de Mackenzie King. Je comprends exactement ce qu'il veut dire; lorsqu'on a fait cette proposition, j'ai pensé que le temps était venu de m'entretenir avec ces mânes.

Le très hon. M. Diefenbaker: Comment vous ont-elles accueilli?

Le très hon. M. Pearson: J'ai reçu de très bons conseils. J'ai dit que, dans un sens, cette proposition étonnait, mais souvenons-nous que, il n'y a pas très longtemps, nous considérions les propositions relatives à l'établissement d'un secrétariat comme assez suspectes, en général, comme le reflet d'une tendance vers la centralisation, ce qui signifiait, à cette époque, se mettre sous l'empire de Downing Street. Il est donc significatif de voir que les pressions tendant à l'établissement de ce genre de centralisation consultative, si l'on peut dire, sont exercées par les jeunes pays qui, à bien des égards, sont plus soupçonneux ou devraient être plus soupçonneux des anciens membres à ce sujet; mais ils ne craignent pas que pareils sous-entendus résultent d'une proposition de ce genre. Ils se rendent parfaitement compte de sa valeur pratique, en ce qui les regarde, car ils auront ainsi accès à une foule de renseignements qu'ils ont de la peine à obtenir par les services diplomatiques et officiels qu'ils ont actuellement ou qu'ils ont les moyens d'avoir; alors, nous avons appuyé cette proposition.

La situation a changé sensiblement, je crois, depuis les débuts et nous devrions tenter de régler ce problème en tenant vraiment compte des intérêts du Commonwealth. D'autre part, cette entreprise devrait être réalisée sans qu'on intervienne dans l'activité des moyens de communication existants et sans qu'on compromette la méthode actuelle de coordination et d'échange de renseignements qui est fort satisfaisante sous bien des rapports. Nous devons nous assurer que ce nouveau secrétariat s'appuyera sur de bons principes et constituera une institution importante et non pas simplement un nouvel organisme auquel s'appliquerait la loi de Parkinson. Nous serons heureux de fournir notre apport à l'étude qu'on entreprendra dans un avenir très rapproché en vue de trouver un terrain d'entente possible pour la création de cet organisme.

Monsieur l'Orateur, on a exprimé des craintes, au cours des dernières années et notamment la veille de cette conférence, que le